

Il est temps de mettre un terme au blocus imposé par les Etats-Unis à Cuba

Ce soir l'Assemblée générale des Nations Unies exprimera un nouveau vote consacré à la résolution demandant la levée du blocus économique, commercial et financier des Etats-Unis. Les sanctions des Etats-Unis contre Cuba constituent le principal obstacle au développement de l'île et affectent les catégories les plus vulnérables de la société. Le 27 octobre 2015, 191 des 193 pays membres de l'ONU s'étaient prononcés en faveur du texte demandant la fin de l'embargo. Ce vote quasi unanime s'était cependant heurté à l'opposition des Etats-Unis et d'Israël. La séance de l'Assemblée générale de l'ONU d'aujourd'hui sera donc le moment de vérité sur les véritables intentions des Etats-Unis après le rétablissement de leurs relations diplomatiques avec Cuba.

Depuis 1960, Washington impose des sanctions économiques contre la population cubaine. Elles ont un impact dramatique sur tous les secteurs de la société et touchent plus particulièrement les catégories les plus fragiles, à savoir les enfants, les personnes âgées et les malades.

La rhétorique diplomatique utilisée par les Etats-Unis depuis plus d'un demi-siècle pour justifier leur politique hostile vis-à-vis de La Havane a fluctué au fil du temps : expropriations non indemnisées, alliance avec l'Union soviétique, et soutien aux mouvements indépendantistes en Afrique et aux groupes révolutionnaires en Amérique latine, démocratie et droits de l'homme...

Depuis la fin de la Guerre froide, les Etats-Unis n'ont eu de cesse de renforcer les sanctions économiques qui étouffent le peuple cubain. En 1992, le Congrès a adopté la loi Torricelli, au caractère extraterritorial et donc illégal aux yeux du droit international. En 1996, la loi Helms-Burton – une aberration juridique pour ses aspects extraterritorial et rétroactif – a renforcé l'état de siège contre l'île.

L'administration Bush a accru les mesures de rétorsion économique, notamment leur application extraterritoriale pour limiter le développement du commerce international de Cuba avec le reste du monde. Ainsi, si l'entreprise allemande Mercedes souhaite exporter ses voitures vers les Etats-Unis, premier marché au monde, elle doit démontrer au Département du Trésor que ses produits ne contiennent pas une seule once de nickel cubain. De la même manière, si Danone souhaite écouler ses marchandises sur le marché étasunien, elle doit prouver que celles-ci ne contiennent pas un seul gramme de sucre cubain.

Barack Obama a adopté une approche constructive vis-à-vis de Cuba en annonçant le 17 décembre 2014 l'établissement d'un dialogue sans précédent entre les deux nations afin de résoudre pacifiquement un conflit qui dure depuis trop longtemps. Les relations diplomatiques ont été rétablies en juillet 2015 et le Président étasunien a réalisé un voyage historique à La Havane en mars 2016.

Barack Obama a également lancé un appel au Congrès afin qu'il mette un terme aux sanctions économiques contre Cuba. Néanmoins, aucune autre administration n'a lancé de persécution financière aussi forte à l'encontre des entités internationales ayant des rapports économiques ou financiers avec Cuba. Ainsi, en 2014, BNP-Paribas a été sanctionnée d'une amende record de 6,5 milliards d'euros pour avoir réalisé des transactions en dollars avec Cuba. Il est important de rappeler que la banque française n'a violé aucune loi française et a scrupuleusement respecté la législation européenne et internationale. Les Etats-Unis ont simplement appliqué de manière extraterritoriale – et donc illégale – les sanctions contre Cuba.

Ces sanctions ont également un impact dramatique dans le domaine de la santé. Cuba se trouve dans l'impossibilité d'importer des médicaments ou appareils médicaux exclusivement produits par des multinationales étasuniennes. Le Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations unies souligne que « les restrictions imposées par l'embargo ont contribué à priver Cuba d'un accès vital aux médicaments, aux nouvelles technologies médicales et scientifiques, aux produits alimentaires, au traitement de l'eau et à l'électricité. Le *New England Journal of Medicine*, une des plus prestigieuses revues médicales au monde, note que « les sanctions économiques contre Cuba sont une guerre contre la santé publique ».

Barack Obama a pris une décision courageuse en rétablissant le dialogue avec Cuba et en exprimant son opposition aux mesures de rétorsion économique. En tant que chef du pouvoir exécutif, le Président des Etats-Unis peut montrer l'exemple en adoptant certaines décisions contribuant au démantèlement de ce blocus. Ainsi, il peut autoriser le commerce bilatéral entre les deux nations, permettre à Cuba d'utiliser le dollar dans ses transactions internationales, consentir à ce que l'île achète sur le marché mondial des produits contenant plus de 10% de composants étasuniens, légaliser l'importation de produits fabriqués dans le monde à partir de matières premières cubaines et consentir à vendre à crédit des produits non alimentaires à l'île.

Il est temps de mettre un terme à des sanctions économiques anachroniques, cruelles et inefficaces, qui sont unanimement condamnées par la communauté internationale. Elles ont coûté au total 125 milliards de dollars à l'économie de l'île et elles infligent des souffrances inutiles au peuple cubain.

Contact : MOUNA ABKARI

Tél. 01 40 63 60 84 / 06 66 20 34 23 - 06 88 37 55 65

E. mail : mabkari.gdr@assemblee-nationale.fr